

Monde

ETATS-UNIS

Prêts pour la "cyberguerre"

Quel est le point commun entre Sony, l'avionneur Lockheed Martin, qui fabrique des avions de combat pour l'armée américaine, et la messagerie électronique Gmail de Google ? d'attaques de grande ampleur contre leur système informatique. Déjà, à l'été 2010, le monde avait découvert, médusé, les dégâts provoqués par un



Entraînement contre la « cyberguerre » à West Point

mystérieux virus informatique, baptisé Stuxnet, contre les ordinateurs du programme nucléaire iranien. Depuis, ces actes de piraterie cybernétique sont devenus si fréquents qu'ils commencent à inquiéter très sérieusement les états-majors de la planète. Au point que le département de la Défense américain est en train de revoir sa doctrine militaire pour y inclure le dernier-né de la famille des conflits : la « cyber-

Selon le document préparatoire publié par le « Wall Street Journal », les Etats-Unis comptent « répondre aux actes hostiles dans le cyberespace de la même manière qu'à toute autre menace En l'espace d'à peine quelques pour la sécurité du pays ». C'est-à-dire semaines, tous trois ont été victimes qu'aucune option ne sera écartée, y compris la riposte militaire conventionnelle pour répliquer à ce qu'ils considèrent désormais comme des « actes de guerre ».

> Simple menace d'une puissance qui se sait vulnérable pour dissuader l'ennemi? Véritable avertissement destiné à être suivi d'effet ? Quel que soit l'objectif visé, « en prenant ainsi les devants, en édictant leurs propres règles de manière unilatérale, observe Nicolas Arpagian, spécialiste de la cyberguerre, les Américains donnent le tempo sur la manière dont le sujet va être débattu à l'échelle internationale ». Un débat qui, s'il a lieu, devra commencer par cette délicate question: comment être sûr de l'identité de l'assaillant ? D'ici à ce qu'on règle ce problème de taille, la Chine - car c'est bien à elle que l'administration américaine s'adresse derrière ces mises en garde - va pouvoir tranquillement tester sa nouvelle unité d'élite chargée, officiellement, de « déjouer des cyberattaques ». SARAH HALIFA-LEGRAND